

Sprachenprüfung

Vor der Veranstaltung der Anwerbungsprüfungen, werden die Bewerber durch das Ständige Anwerbungssekretariat eingeladen werden, um die folgende Sprachenprüfung über die ausreichenden Kenntnisse der französischen Sprache abzulegen:

- schriftlich (3 St.): Abhandlung.
(geforderte Mindestpunktzahl: 12 P. von 20)
- mündlich (etwa 15 Min.): Lesen eines Textes, Erklärung dieses Textes und eine Konversation.
(geforderte Mindestpunktzahl : 12 P. von 20).

Die Bewerber die ihr Studium in französischer Sprache absolviert haben oder die bereits im Besitz eines Zeugnisses (Stufe 1) über die Kenntnisse der französischen Sprache sind (schriftlich und mündlich), sind von der Teilnahme an dieser Sprachenprüfung befreit (Anwendung des Art. 53 der Gesetze über den Gebrauch der Sprachen in Verwaltungsangelegenheiten und des Artikel 9 § 2 des Königlichen Durchführungserlasses Nr. IX vom 30. November 1966).

Zu erfüllende Zulässigkeitsbedingungen

1. Am 1. November 1997 im Besitz des Diploms eines Architekten sein.
2. Am 22. Mai 1997 das Alter von 50 Jahren nicht erreicht haben, ausschliesslich der gesetzlichen und vorschriftsmässigen Abweichungen.

- N.B. : 1. Staatsangehörigkeit : Die belgische Staatsangehörigkeit besitzen oder Bürger der Europäischen Union sein.
2. Für die männlichen Bewerber : den Wehrdienstpflichtgesetzen genügt haben.

Programm der Prüfung im Wettbewerbsverfahren.

Mündliche Prüfung

Beurteilung der Fertigkeiten des Bewerbers für die Ausübung seiner Funktion, seiner Motivation und seiner erworbenen Grundkenntnisse (siehe die Prüfungsvorschriften).

Um diese Prüfung zu bestehen, müssen die Bewerber mindestens 12 Punkte von 20 erzielen.

Besoldung

Besoldungstabelle A6 (978 142 F. bis 1 566 510 F. zur aktuellen Teuerungsrate der Lebenshaltungskosten).

Anmeldungen

Die Anmeldung für die Prüfung im Wettbewerbsverfahren erfolgt anhand eines in einem Postamt erhältlichen Anmeldeformulars, das deutlich und völlig ausgefüllt (Nummer der Prüfung!) zuzuschicken ist an das Ständige Anwerbungssekretariat, Dienststelle "Anwerbungsprüfungen", boulevard Pachéco 19, Briefkasten 4, 1010 Brüssel.

Auf die Anmeldekarte sind Steuermarken in Höhe von 400 F zu kleben.

Wichtige Bemerkung

Die Bewerber haben zu gleicher Zeit eine Abschrift ihres Diploms zuzusenden.

Die Bewerber die bereits ein Zeugnis (Stufe 1) über die Kenntnisse der französischen Sprache besitzen, haben dies in ihrem Teilnahmeantrag anzugeben.

Die Prüfungsvorschriften Nr. ADW97031 können beim Ständigen Anwerbungssekretariat beantragt werden.

Schlussdatum der Anmeldungen.

Die Anmeldungen für die Prüfung im Wettbewerbsverfahren Nr ADW97031 müssen spätestens am 22. Mai 1997 beim Ständigen Anwerbungssekretariat eintreffen.

(Die Presse wird gebeten diese Mitteilung zu veröffentlichen.)

MINISTERE DE LA JUSTICE

[C - 97/9241]

15 MAI 1997. — Circulaire coordonnée 3630/1/8 relative à l'application des dispositions légales et réglementaires relatives aux armes. — Volet relatif aux conditions de sécurité

Ce volet vise à expliquer l'application concrète des dispositions de l'A.R. du 24 avril 1997 déterminant les conditions de sécurité auxquelles sont soumis le stockage, le dépôt et la collection d'armes à feu ou de munitions.

1. DEFINITIONS (art. 1^{er} A.R.)

Pour l'application de ce troisième volet, il faut entendre par :

1.1 loi sur les armes : la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions.

1.2 loi sur les entreprises de gardiennage : la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage.

1.3 A.R. : l'arrêté royal susmentionné du 24 avril 1997.

1.4 annexe : l'annexe à l'A.R.

1.5 intéressé : la personne agréée ou autorisée à qui l'A.R. est applicable.

1.6 bâtiment : tous les locaux où sont exercées les activités soumises à agrément ou autorisation et tous les autres locaux mis à la disposition de l'intéressé qui exerce ces activités et qui forment un ensemble ininterrompu dans le même immeuble.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[C - 97/9241]

15 MEI 1997. — Gecoördineerde omzendbrief 3630/1/8 betreffende de toepassing van de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake wapens. — Luik i.v.m. veiligheidsvoorwaarden

Dit luik beoogt de concrete toepassing toe te lichten van de bepalingen van het K.B. van 24 april 1997 tot bepaling van de veiligheidsvoorwaarden waaraan het opslaan, het in bewaring geven en het verzamelen van vuurwapens of munitie zijn onderworpen.

1 DEFINITIES (art. 1 K.B.)

Voor de toepassing van dit derde luik verstaat men onder :

1.1 de wapenwet : de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie;

1.2 de wet op de bewakingsondernemingen : de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten;

1.3 het K.B. : het voornoemde K.B. van 24 april 1997;

1.4 de bijlage : de bijlage bij het K.B.;

1.5 de betrokkene : de erkende of vergunde persoon op wie het K.B. van toepassing is;

1.6 gebouw : alle lokalen waarin de betrokkene zijn aan erkenning of vergunning onderworpen activiteit uitoefent en alle andere lokalen waarover hij beschikt, die een ononderbroken geheel vormen binnen hetzelfde pand.

Exemples :

- pour les activités, même exercées dans un seul local, dans une maison, habitée ou non par l'intéressé, et qui est mise entièrement à sa disposition : l'ensemble de la maison;
- pour les activités exercées à certains étages d'un immeuble à appartements : seuls ces étages, à l'exclusion de ceux qui se trouvent éventuellement entre ces étages et qui forment des ensembles séparés, qu'ils soient à la disposition ou non de l'intéressé;
- pour les activités exercées dans une maison et dans une dépendance : l'ensemble de la maison et l'ensemble de la dépendance;
- pour les activités exercées dans plusieurs bâtiments isolés et qui ne forment qu'un seul établissement : l'ensemble de ces bâtiments, sauf exception prévue.

1.7 fenêtre : toutes les fenêtres et ouvertures au rez-de-chaussée, y compris celles dans les portes et qu'elles soient ouvrantes ou non, qui donnent sur les locaux où l'intéressé exerce son activité. A l'exception des vitrines, les fenêtres trop petites pour permettre le passage d'une personne, même d'un enfant, n'y sont pas comprises.

Il s'agit donc non seulement des fenêtres extérieures ordinaires au rez-de-chaussée, mais également des fenêtres dans les portes et autres ouvertures dans les murs, dormantes ou non. Cette disposition ne concerne toutefois que les fenêtres qui donnent sur les locaux où les activités sont exercées et en aucun cas celles dont les dimensions empêchent le passage d'un enfant.

1.8 vitrine : toutes les fenêtres extérieures, qu'elles soient ouvrantes ou non, c'est-à-dire celles derrière lesquelles sont exposés des objets en rapport avec l'activité commerciale.

Il s'agit seulement des vitrines au sens commun du terme, c'est-à-dire celles derrière lesquelles un commerçant expose des marchandises en vue d'informer les clients.

1.9 lieu de stockage : le local ou les locaux, séparés des lieux accessibles au public, où des armes à feu ou des munitions sont entreposées dans le cadre de l'activité de l'intéressé.

Il s'agit, par exemple, du local dans lequel un commerçant entrepose son stock d'armes à feu ou de munitions, ou de tous les espaces industriels et des lieux de stockage temporaires qui ne sont pas accessibles au public (mais accessibles au personnel) et où des armes à feu (à l'exclusion des autres types d'armes) et des munitions sont entreposées.

1.10 pièces détachées : les pièces détachées d'armes à feu de défense et de guerre soumises à l'épreuve légale.

1.11 registres : les registres visés à l'article 23 de l'A.R. du 20/9/91; voir le volet administratif.

2. CHAMP D'APPLICATION (art. 2 A.R.)

L'A.R. est applicable :

2.1 aux activités visées à l'art. 1^{er} de la loi sur les armes, c'est-à-dire la fabrication, la manipulation (garnissage, bronzage, gravure,...) et la réparation d'armes et de munitions, l'importation, l'exportation, le transit, le commerce en gros et au détail et le stockage d'armes et de munitions à cet effet.

Cette disposition ne concerne le courtage (international) que dans la mesure où des armes et des munitions se trouvent effectivement dans le bâtiment pendant plus de 48 heures.

2.2 aux collections privées d'armes de défense et de guerre visées à l'article 27 de la loi sur les armes, à l'exclusion des musées accessibles au public et aux collections des services de police, de l'école de criminologie et de criminalistique, de l'INCC et des centres agréés de formation du personnel des services de police.

2.3 aux dépôts d'armes à feu et de munitions visés à l'article 16 de la loi sur les armes et par l'A.R. du 23/9/58 portant règlement général sur la fabrication, l'emmagasinage, la détention, le débit, le transport et l'emploi des produits explosifs, ce à l'exclusion des magasins d'armes visés par les A.R. du 24/5/91 relatif aux armes utilisées par les membres du personnel des entreprises de gardiennage et des services internes de gardiennage et du 15/10/91 portant réglementation des stands de tir utilisés pour la formation et l'entraînement au tir avec des armes à feu.

3. REPARTITION EN CLASSES

3.1 Principe (art. 4 A.R.)

Les intéressés sont tenus de prendre, en fonction de la classe dans laquelle est rangée leur activité, les mesures de sécurité qui sont énumérées dans l'annexe à l'arrêté royal et dont il est question ci-après.

Lorsque l'intéressé étend son activité dans les limites fixées par son agrément ou son autorisation mais que de ce fait cette activité est rangée dans une classe qui requiert plus de mesures de sécurité, il est tenu de prendre sans délai les mesures de sécurité supplémentaires nécessaires. Lorsqu'une extension de l'agrément ou de l'autorisation est requise, il convient de suivre la procédure décrite plus loin relative aux nouvelles demandes.

Voorbeelden :

- activiteiten, zelfs beperkt tot één lokaal, in een huis, al dan niet bewoond door de betrokkene, dat volledig te zijner beschikking staat : het gehele huis
- activiteiten op bepaalde verdiepingen van een appartementsgebouw : alleen die verdiepingen, zonder de eventueel daartussen gelegen verdiepingen die aparte gehelen vormen, al dan niet ter beschikking van de betrokkene
- activiteiten in een huis en in een bijgebouw : het gehele huis en het gehele bijgebouw
- activiteiten in meerdere afzonderlijke gebouwen die samen één vestiging vormen : behoudens de voorziene uitzondering, al deze gebouwen

1.7 raam : alle ramen en openingen op de gelijkvloerse verdieping, ook deze in deuren en ongeacht of ze kunnen geopend worden, grenzend aan de lokalen waarin de betrokkene zijn activiteit uitoefent. Behoudens de uitsalramen, worden de ramen die te klein zijn voor een persoon, zelfs een kind, om er zich doorheen te begeven hier niet in begrepen.

Het gaat dus over gewone buitenramen op de gelijkvloerse verdieping, maar ook over ramen in deuren en andere openingen in muren, ongeacht of ze vast zijn dan wel op vender welke manier kunnen worden geopend. Het betreft evenwel enkel de ramen die grenzen aan de lokalen waar de activiteiten worden uitgeoefend en in geen geval die waarvan de grootte een kind belet zich er doorheen te begeven.

1.8 uitstalraam : alle buitenramen, ongeacht of ze kunnen worden geopend, waarachter voorwerpen die deel uitmaken van de handelsactiviteit worden tentoongesteld.

Hieronder vallen enkel uitstalramen in de gebruikelijke zin van het woord, zijnde die waarachter een handelaar koopwaren tentoonstelt met het doel klanten te informeren.

1.9 opslagruimte : lokaal of lokalen, gescheiden van de voor het publiek toegankelijke ruimten, waar in het kader van de activiteit van de betrokkene vuurwapens of munitie worden bewaard.

Het betreft bijvoorbeeld het lokaal waar een handelaar zijn voorraad vuurwapens of munitie opslaat, of alle industriële ruimten en tijdelijke opslagplaatsen die niet voor het publiek (wel voor personeel) toegankelijk zijn en waar vuurwapens (andere wapens vallen hier niet onder) of munitie zijn ondergebracht.

1.10 losse onderdelen : losse onderdelen van verweer- en oorlogsvuurwapens die aan de wettelijk voorgeschreven proef zijn onderworpen.

1.11 registers : de registers bedoeld in art. 23 van het K.B. van 20/9/91, besproken in het administratief luik.

2 TOEPASSINGSGEBIED (art. 2 K.B.)

Het K.B. is van toepassing op :

2.1 de activiteiten bedoeld in art. 1 van de wapenwet, d.w.z. de vervaardiging, de bewerking (versieren, verbronzen, graveren,...) en de herstelling van wapens en munitie, de in-, uit- en doorvoer en de groot- en kleinhandel erin en de opslag ervan in dat kader.

De (inter)nationale makelarij valt hier slechts onder voor zover er daadwerkelijk wapens of munitie in het gebouw aanwezig zijn gedurende meer dan 48 uur.

2.2 privé-verzamelingen van verweer- en oorlogswapens bedoeld in art. 27 van de wapenwet, met uitzondering van de voor het publiek toegankelijke musea en de verzamelingen van politiediensten, de School voor criminologie en criminalistiek, het N.I.C.C., en van erkende opleidingsinstellingen voor leden van politiediensten.

2.3 opslagplaatsen van vuurwapens of munitie bedoeld in art. 16 van de wapenwet en in het K.B. van 23/9/58 houdende algemeen reglement betreffende het fabriceren, opslaan, onder zich houden, verkopen, vervoeren en gebruiken van springstoffen, met uitsluiting van de wapenkamers waarop het K.B. van 24/5/91 betreffende de wapens die worden gebruikt door de personeelsleden van bewakings-ondernemingen en interne bewakingsdiensten, en het K.B. van 15/10/91 tot regeling van de schietstanden gebruikt voor de opleiding en de training in vuurwapens van toepassing zijn.

3 INDELING IN KLASSEN

3.1 Principe (art. 4 K.B.)

De betrokkenen moeten de veiligheidsmaatregelen opgesomd in de bijlage en hierna besproken, nemen in overeenstemming met de klasse waarin hun activiteit wordt ingedeeld.

Indien de betrokkene zijn activiteit uitbreidt binnen het vastgelegde kader van zijn erkenning of vergunning, waardoor ze wordt ingedeeld bij een klasse die meer veiligheidsmaatregelen vereist, dan is hij ertoe gehouden onverwijld de nodige bijkomende maatregelen te nemen. Indien een uitbreiding van de erkenning of vergunning zelf vereist is, wordt de verder beschreven procedure voor nieuwe aanvragen gevolgd.

En revanche, la restriction de l'activité peut justifier une réduction des mesures de sécurité lorsque de ce fait l'activité est rangée dans une classe inférieure.

3.2 Les différentes classes (art. 5 A.R.)

Classe A : commerce en gros et au détail, et éventuellement importation, exportation et courtage, exercés dans des lieux au moins partiellement accessibles au public :

- a) d'armes de panoplie (voir volet technique);
- b) d'armes factices, d'armes de jet et d'armes pouvant tirer des projectiles par un autre mode de propulsion que la combustion de la poudre, rangées dans la catégorie des armes de chasse ou de sport (principalement A.R. du 30/3/95).

Sont donc exclus de la classe A les arcs puissants et les armes à air courtes puissantes rangés dans des classes supérieures comme armes de défense;

- c) de munitions pour des telles armes. Sont exclues de la classe A les munitions pouvant être utilisées avec des armes de panoplie, mais qui sont classées avec les munitions destinées à d'autres catégories d'armes.

Classe B : outre le commerce des armes et munitions visées par la classe A, il s'agit du commerce :

- a) d'armes de chasse ou de sport, autres que celles visées à la classe A, b);
- b) d'armes longues de défense à percussion annulaire, à un coup par canon ou à répétition;

- c) d'armes longues semi-automatiques de défense conçues pour la chasse au sens de l'article 5, alinéa 3, de la loi sur les armes (voir point 5.13 du volet administratif);

- d) d'armes longues de guerre à un coup par canon;

- e) des munitions pour de telles armes.

Classe C : outre le commerce des armes et munitions visées par la classe B, il s'agit du commerce des autres armes de défense (donc également des arcs et des armes à air puissants) et de leurs munitions.

Classe D : outre le commerce des armes et munitions visées par la classe C, il s'agit du commerce des autres armes de guerre et de leurs munitions.

Classe E1 : activités commerciales et industrielles relatives à des armes ou des munitions (fabrication, importation, exportation, transit, courtage, commerce en gros), entreposage, temporaire ou non, que ces activités impliquent dans des lieux de stockage (autres que les dépôts simples visés à l'art. 16 de la loi sur les armes). Il doit s'agir de lieux qui ne sont accessibles qu'à l'intéressé ou à ses préposés (personnel, collaborateurs membres de la famille).

Classe E2 : activités visées par la classe E1, lorsque plus de 1 500 armes à feu visées par les classes C et D sont entreposées.

Classe F : activités réparties en sous-classes FA, FB, FC et FD, selon qu'il s'agit de la réparation, du bronzage, du garnissage et de la gravure d'armes à feu et de la fabrication de pièces détachées respectivement visées par les classes A à D.

Classe G : collections privées visées au point 2.2 ainsi que les dépôts d'armes visés au point 2.3 et non rangés dans la classe E, pour autant qu'ils comprennent plus de 30 armes de défense ou de guerre.

4. MESURES DE SECURITE D'APPLICABLES

4.1 Obligation de déclarer (art. 8 A.R.)

L'intéressé qui est victime d'un vol ou d'une tentative de vol d'armes à feu, de pièces détachées, de munitions, de registres ou de documents s'y rapportant, est tenu d'en faire la déclaration sans délai auprès d'un service de police. Il s'agit en premier lieu de la police communale ou de la brigade de gendarmerie du lieu où il est établi; cependant, il peut également s'agir du commissariat de police du lieu où le vol (ou la tentative de vol) a été commis si l'intéressé transportait au moment du vol ou de la tentative l'un des objets énumérés.

De plus, l'intéressé est tenu, dans les 48 heures suivant la découverte des faits, de fournir à ce même service de police des données précises sur les objets volés (type, quantité, numéros de série,...) s'il se trouvait dans l'impossibilité de le faire au moment de la déclaration. Si le service de police du lieu où l'activité est exercée diffère du service de police auprès duquel la déclaration a été faite, ce dernier informera dans tous les cas l'autre service de police.

Het beperken van de activiteit daarentegen kan een vermindering van de veiligheidsmaatregelen rechtvaardigen, indien de activiteit hierdoor in een lagere klasse wordt ingedeeld.

3.2 De verschillende klassen (art. 5 K.B.)

Klasse A : groot- en kleinhandel, eventueel in- en uitvoer en makelarij, uitgebaat in ruimten die minstens deels voor het publiek toegankelijk zijn, m.b.t. :

- a) wapens voor wapenrekken (zie technisch luik);
- b) namaakwapens, slingerwapens en wapens die projectielen afschieten d.m.v. een ander aandrijvingsmechanisme dan de verbranding van kruid, die ingedeeld zijn bij de categorie der jacht- of sportwapens (vnl. door het K.B. van 30/3/95).

Dit geldt bijgevolg niet voor de krachtige bogen, korte luchtwapens, enz... die als verweerwapens in de hogere klassen vallen;

- c) munitie voor dergelijke wapens. Dit geldt niet voor de munitie die voor wapens voor wapenrekken kan gebruikt worden, maar die is ingedeeld bij de munitie voor andere categorieën.

Klasse B : idem als klasse A, maar bovendien m.b.t. :

- a) jacht- of sportwapens die niet worden bedoeld in klasse A, b);
- b) lange verweerwapens met één schot per loop of lange verweerwapens met randontsteking;

- c) lange halfautomatische verweerwapens ontworpen voor de jacht zoals bedoeld in art. 5, derde lid van de wapenwet (zie punt 5.13 van het administratief luik);

- d) lange oorlogwapens met één schot per loop;

- e) munitie voor dergelijke wapens.

Klasse C : idem als klasse B, maar bovendien m.b.t. de overige verweerwapens (dus ook de krachtige luchtwapens, bogen,...) en de bijhorende munitie.

Klasse D : idem als klasse C, maar bovendien m.b.t. de overige oorlogwapens en de bijhorende munitie.

Klasse E1 : commerciële en industriële activiteiten m.b.t. wapens of munitie (vervaardiging, in-, uit- en doorvoer, makelarij, groothandel en al dan niet tijdelijke, met deze activiteiten gepaard gaande opslag in opslagruimtes (niet de gewone opslagplaatsen bedoeld in art. 16 van de wapenwet). Het moet gaan om ruimten die uitsluitend toegankelijk zijn voor de betrokkene en zijn aangestelden (personeel, medewerkende gezinsleden).

Klasse E2 : idem als-klasse E1, maar dan in het geval dat er meer dan 1 500 vuurwapens bedoeld in de klassen C en D zijn opgeslagen.

Klasse F : onderverdeeld in de subklassen FA, FB, FC en FD, naargelang ze betrekking hebben op het herstellen, verbronzen, versieren of graveren van vuurwapens en het vervaardigen van losse onderdelen, gerangschikt respectievelijk in de klassen A tot D.

Klasse G : privé-verzamelingen bedoeld in punt 2.2 en de niet in klasse E begrepen opslagplaatsen bedoeld in punt 2.3, voor zover ze bestaan uit meer dan 30 verweer- of oorlogwapens.

4 DE TOEPASSELIJKE VEILIGHEIDSMATREGELEN

4.1 Aangifteplicht (art. 8 K.B.)

De betrokkene die het slachtoffer wordt van diefstal of een poging daartoe, van vuurwapens, losse onderdelen, munitie, registers of documenten met betrekking tot die zaken, moet hiervan onverwijld aangifte doen bij een politiedienst. Het gaat hierbij in de eerste plaats over de gemeentepolitie of de rijkswachtbrigade bevoegd voor de plaats waar de betrokkene is gevestigd, maar het kan ook gaan over de politiedienst bevoegd voor de plaats waar de (poging tot) diefstal heeft plaatsgegrepen indien de betrokkene op dat moment een van de opgesomde zaken vervoerde.

Bovendien is de betrokkene, indien dit nog niet mogelijk was op het ogenblik van de aangifte, verplicht binnen 48 uur na het ontdekken van de feiten bij dezelfde politiedienst precieze gegevens te verstrekken over de aard van de gestolen zaken (type, hoeveelheid, serienummers,...). In elk geval zal de politiedienst bevoegd voor de plaats waar de activiteit gevestigd is, op de hoogte worden gebracht van de feiten door de eventuele andere politiedienst waarbij de aangifte is gedaan.

4.2 Mesures de sécurité mentionnées dans l'annexe à l'A.R.

• *Remarque préalable relative aux normes techniques utilisées (art. 3 A.R.)*

Les normes belges, et dans un cas les normes néerlandaises, pourront être remplacées automatiquement, dans un stade ultérieur, par des normes européennes uniformes dès que celles-ci entreront en vigueur. Bien que certains produits ne mentionnent pas ou ne sont pas conformes aux normes concernées, ils peuvent être acceptés s'il est établi au moyen des documents nécessaires qu'ils satisfont néanmoins aux exigences de l'A.R., parce qu'ils respectent des normes équivalentes en vigueur dans un autre État membre de l'Espace économique européen (EEE).

• *Les différentes mesures*

1° (à prendre pour les classes A-B-C-D-E-F)

Installation de charnières, de serrurerie et de verrouillages conformes à la norme NEN 5088/5089 (classe extra lourd : SKG *** ou SKG A) ou de résistance comparable sur toutes les fenêtres ouvrantes et toutes les portes extérieures du bâtiment. Un poinçon ou la délivrance d'une attestation de l'installateur constituent la preuve que le matériel est conforme aux normes.

2° (classes A-B-C-D-E-F-G)

Au moins un extincteur portatif ou mobile, conforme à la norme NBN S 21-011 à 21-018, doit être installé dans chaque local où se trouvent des munitions. L'extincteur doit être visible ou l'endroit dans lequel il est placé être indiqué à l'aide du logo prévu à cet effet. L'extincteur doit en outre être facilement accessible en toutes circonstances : aucun obstacle ne peut entraver l'accès à l'extincteur.

3° (B-C-D-Fb-Fc-Fd)

Aux entrées destinées au public, un message visible sera affiché et indiquera de manière lisible qu'il est interdit d'entrer aux mineurs non accompagnés d'un adulte. L'intéressé n'est toutefois pas tenu d'effectuer de véritables contrôles pour garantir le respect de cette interdiction; il s'agit uniquement d'un avertissement.

4° (B-C-D-Fb-Fc-Fd)

Dans les espaces accessibles au public, les armes à feu doivent être placées (exposées) de façon à ne pouvoir être prises en main que par l'intéressé ou son personnel; par exemple, en les plaçant à l'intérieur d'armoires (vitrines), en les attachant par une chaîne, en les plaçant derrière le comptoir, etc.

5° (A-B-C-D-F)

Il est interdit de laisser des clés sur les serrures des fenêtres ou des portes extérieures du bâtiment, ou sur les serrures des portes des lieux de stockage, au risque de rendre inutile l'installation des serrures visées au 1°.

6° (C-D-Fc-Fd)

Il est interdit d'exposer en vitrine les armes à feu visées aux classes C et D.

7° (D)

Les armes à feu visées par la classe D doivent en permanence être conservées dans :

- des armoires résistantes à l'effraction et verrouillées, lesquelles doivent en outre être fixées au mur ou au sol lorsqu'elles pèsent moins de 200 kg (la résistance à l'effraction et le poids de nouveaux exemplaires peuvent faire l'objet d'une attestation du fournisseur, pour les autres, une déclaration de l'intéressé et une appréciation de visu sont éventuellement suffisantes);

- ou dans un lieu de stockage protégé conformément aux exigences décrites au 17°;

Il va de soi que cette disposition n'est pas d'application pendant le temps nécessaire à l'entretien, la manipulation ou la cession de ces armes.

8° (D)

Les munitions des armes à feu de la classe D ainsi que les registres (modèles A, C et D) doivent être conservés selon le mode décrit au 7°.

9° (B-C-D-Fb-Fc-Fd)

Les fenêtres et les portes extérieures ayant une fenêtre doivent être protégées de la manière suivante :

- soit en installant devant ou derrière ces fenêtres et ces portes des volets (en métal, en bois ou en matière synthétique) ou des grilles métalliques. Ces volets ou grilles doivent être verrouillables et sont à fermer en dehors des heures d'activité;

- soit selon le mode décrit au 13°.

10° (C-D)

Les armes à feu de la classe C doivent être conservées en dehors des heures où le bâtiment est accessible au public selon le mode décrit au 7°.

4.2 De veiligheidsmaatregelen opgenomen in de bijlage

• *Voorafgaande opmerking m.b.t. de gehanteerde technische normen (art. 3 K.B.)*

De bestaande Belgische, en in één geval Nederlandse normen, kunnen later automatisch worden vervangen door eenvormige Europese normen, van zodra deze van kracht mochten worden. Omdat sommige producten de betrokken normen niet vermelden of er niet aan voldoen, kunnen ze worden aanvaard indien met de nodige documenten kan worden bewezen dat ze evenwel voldoen aan de eisen van het K.B., overeenkomstig gelijkwaardige normen van een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte (EER).

• *De verschillende maatregelen*

1° (te nemen door de klassen A-B-C-D-E-F)

Installatie van hang- en sluitwerk (scharnieren, sloten) beantwoordend aan norm NEN 5088/5089 (klasse extra zwaar : SKG *** of SKG A) of van vergelijkbare sterkte op alle ramen die kunnen worden geopend en alle buitendeuren van het gebouw. Het voldoen aan de normen wordt bewezen door een in het materiaal geslagen keurmerk of door een attest van de plaatser.

2° (klassen A-B-C-D-E-F-G)

In elk lokaal waar zich munitie bevindt, dient minstens één draagbare of mobiele snelblusser beantwoordend aan de norm NBN S 21-011 tot 21-018 aanwezig te zijn. De snelblusser zelf moet zichtbaar zijn, of de plaats waar hij zich bevindt, moet worden aangeduid met het daarvoor bestemde logo. Bovendien moet hij steeds vrij bereikbaar zijn : er mogen geen obstakels in de weg staan.

3° (B-C-D-Fb-Fc-Fd)

Uithangen aan de toegangen voor het publiek van een duidelijk zichtbare en leesbare boodschap dat er een toegangsverbod geldt voor minderjarige die niet door een meerderjarige worden vergezeld. De betrokkene is er echter niet toe gehouden dit verbod daadwerkelijk te handhaven door controles, het betreft enkel een waarschuwing.

4° (B-C-D-Fb-Fc-Fd)

In de ruimten die voor het publiek toegankelijk zijn, mogen vuurwapens slechts op een zodanige wijze worden geplaatst (tentoongesteld), dat ze enkel door toedoen van de betrokkene of zijn personeel kunnen worden ter hand genomen. Dit kan bijvoorbeeld door de vuurwapens in (vitrine)kasten te plaatsen, door ze vast te leggen met een kettinkje, door ze achter de toonbank te plaatsen, e.d.m.

5° (A-B-C-D-F)

Het is verboden de sleutels op sloten van ramen, buitendeuren of deuren van opslagruimtes te laten zitten, aangezien dit het plaatsen van de in 1° bedoelde sloten zinloos zou maken.

6° (C-D-Fc-Fd)

Het is verboden vuurwapens van de klassen C en D in uitstralramen te plaatsen.

7° (D)

Vuurwapens van de klasse D moeten steeds worden bewaard in :

- hetzij een inbraakveilige en slotvaste kast, die bovendien in een muur of vloer moet worden verankerd wanneer haar leeg gewicht minder dan 200 kg bedraagt (de inbraakveiligheid en het gewicht van nieuwe exemplaren kunnen worden geattesteerd door de leverancier, voor de andere volstaat eventueel een verklaring van de betrokkene en een oordeel op zicht);

- hetzij in een opslagruimte die beveiligd is volgens de vereisten beschreven in het 17°;

Dit geldt uiteraard niet voor de tijd nodig voor het onderhoud, het manipuleren en het overdragen ervan.

8° (D)

Munitie voor vuurwapens van klasse D, en de registers (modellen A, C en D) dienen te worden bewaard op de zelfde wijze als beschreven in het 7°.

9° (B-C-D-Fb-Fc-Fd)

De ramen en buitendeuren die een raam bevatten, dienen als volgt te worden beveiligd :

- hetzij door daarvoor of daarachter vergrendelbare rolluiken (in gevlochten of gesloten metaal, of in gesloten hout of kunststof) aan te brengen en die te sluiten buiten de uren tijdens dewelke de activiteit wordt uitgeoefend;

- hetzij door te voldoen aan het 13°.

10° (C-D)

Vuurwapens van klasse C moeten buiten de openingsuren voor het publiek worden bewaard zoals beschreven in het 7°.

11° (C-D-E-Fc-Fd)

A chaque accès aux locaux où l'activité est exercée, doivent être installées des portes :

- en bois plein et d'une épaisseur minimale de 4 cm ou dans un autre matériau de résistance comparable;
- ou en verre feuilleté conforme à la norme prévue au 13°.

A cet égard, les poinçons ou les attestations délivrées par le fournisseur constituent une preuve. Ce matériel n'est toutefois pas exigé pour les accès se situant derrière des volets verrouillables visés au 9°.

Ces portes et toutes les portes extérieures doivent en outre, lorsqu'elles sont équipées de charnières, être munies d'au moins deux ergots empêchant le dégondage.

12° (B-C-D-E-Fb-Fc-Fd)

Les clés de réserve des armoires fortes et des portes visées au 1° ainsi que les éventuels certificats s'y rapportant (mentionnant le code permettant de faire des reproductions) doivent être conservés dans un coffre ou une armoire conforme au 7°.

13° (C-D-E)

Toutes les fenêtres (y compris celles des portes extérieures) doivent être équipées de vitres en verre feuilleté conformes au moins à la norme NBN S 23-002, spécification type STS 38 (§38.15.04, classe IIA), en verre filigrané (§38.08.51.32, A2 de la même norme), ou en tout autre matériau antichoc comparable. La preuve est apportée à l'aide des attestations ou de poinçons de l'installateur.

14° (E)

Près des portes d'accès doit être installée une caméra munie d'un "time lapse-recorder" (système d'enregistrement à fréquence). Cette caméra doit en outre enregistrer une image complète et nette de l'accès et les enregistrements ainsi obtenus doivent être mis en sécurité pendant au moins 8 jours. Le système d'enregistrement devra également être placé en lieu sûr (dans une armoire verrouillable) afin d'empêcher le sabotage.

15° (B-C-D-E-Fc-Fd)

Installation, conformément à la réglementation en vigueur en la matière, d'un système électronique d'alarme à signal sonore ou lumineux afin de détecter d'éventuelles tentatives d'effractions. Ce système doit être armé en dehors des heures d'activité.

De plus, des boutons "anti-hold up" doivent être installés en des points stratégiques (facilement et discrètement accessibles) du bâtiment.

Ces deux dispositifs d'alarme doivent être raccordés :

- à une centrale 101 conformément à la réglementation en vigueur en la matière (à cet égard, c'est surtout l'autorisation de son gestionnaire qui est requise);
- ou à la centrale d'alarme d'une entreprise de gardiennage agréée.

16° (C-D-Fc-Fd)

Il est interdit à l'intéressé, à son personnel ou aux personnes dont il doit répondre, de laisser des outils (marteaux, pieds de biche, échelles,...) pouvant faciliter une effraction plus longtemps que nécessaire à proximité du bâtiment (entrées et trottoirs y compris) ainsi que dans les jardins (privés), sur les autres terrains (privés) et dans les dépendances facilement accessibles (abris de jardin, garages dépourvus d'un système de verrouillage convenable). Cette disposition est de stricte application, surtout la nuit, mais elle ne s'applique évidemment pas au bâtiment même.

17° (C-D-E)

Les lieux de stockage d'armes à feu visées par les classes C et D doivent être fermés par des portes en métal ou en un autre matériau présentant une résistance à l'effraction équivalente, verrouillées et munies d'au moins une fermeture à trois points qui satisfait au 1°.

Le châssis et les charnières de ces portes doivent en outre être d'une résistance comparable et les parois verticales de ces lieux doivent être réalisées en maçonnerie, en béton ou en d'autres matériaux de résistance comparable. Pour de nouvelles constructions, une attestation de l'entrepreneur peut prouver la conformité aux normes imposées, et pour les existantes, une déclaration de l'intéressé et une appréciation de visu.

18° (E)

L'accès aux espaces non accessibles au public doit être contrôlé et toutes les allées et venues doivent être enregistrées (manuellement ou électroniquement, par exemple au moyen de fiches individuelles ou de badges).

11° (C-D-E-Fc-Fd)

In elke toegang tot de lokalen waar de activiteit wordt uitgeoefend, dienen deuren te worden geplaatst uit :

- hetzij vol hout van minstens 4 cm dik of een ander materiaal van vergelijkbare sterkte;
- hetzij gelaagd glas overeenkomstig de norm bedoeld in het 13°.

Aangebrachte keurmerken of attesten van de leverancier leveren hiervan het bewijs. Deze maatregel is evenwel niet vereist voor de toegangen die zich bevinden achter de vergrendelbare rolluiken voorzien in het 9°.

Bovendien moeten in die deuren én in alle buitendeuren van het gebouw die met scharnieren opendraaien, minstens 2 dievenklauwen worden aangebracht die het uilichten van de gesloten deuren moeten beletten.

12° (B-C-D-E-Fb-Fc-Fd)

De reservesleutels van gewapende kasten en van de deuren bedoeld in het 1°, en eventuele sleutelcertificaten met betrekking daartoe (met daarop de code die toelaat kopiëren te maken) dienen te worden bewaard in een kluis of koffer, of in een kast overeenkomstig het 7°.

13° (C-D-E)

In alle ramen (ook die in buitendeuren) dient gelaagd glas te worden geplaatst, dat minstens voldoet aan de norm NBN S 23-002, typevoorschrift STS 38 (§ 38.15.04, klasse IIA), of draadglas (hiervoor geldt § 38.08.51.32, A2 van de zelfde norm), of een ander vergelijkbaar schokbestendig materiaal. Het bewijs hiervan wordt geleverd door aangebrachte keurmerken of attesten van de plaatser.

14° (E)

Bij de toegangsdeuren dient een camera te worden geplaatst, die is aangesloten op een *time lapse-recorder* (frequentie-opnamesysteem). Uiteraard dient deze camera een volledig en scherp beeld te registreren van de toegang, en dienen de aldus bekomen opnamen veilig te worden opgeslagen gedurende minstens 8 dagen. Het opnamesysteem zelf zal eveneens op een veilige plaats moeten worden geïnstalleerd (in een slotvaste kast) om sabotage te voorkomen.

15° (B-C-D-E-Fc-Fd)

Installatie, overeenkomstig de geldende reglementering terzake, van een elektronisch alarmsysteem in het gebouw, teneinde eventuele (pogingen tot) inbraken te detecteren en te signaleren met behulp van een geluids- of lichtsignaal. Dit systeem moet buiten de activiteitsuren uiteraard daadwerkelijk gewapend worden.

Bovendien moeten er in het gebouw op strategisch (eenvoudig en discreet bereikbaar) gekozen plaatsen anti-hold up-knoppen worden geplaatst.

Deze beide alarmsystemen dienen daarnaast nog te worden aangesloten :

- hetzij op een 101-centrale overeenkomstig de geldende reglementering terzake (hiervoor is vooral de toestemming van de beheerder vereist);
- hetzij op de alarmcentrale van een vergunde bewakingsonderneming.

16° (C-D-Fc-Fd)

Het is in hoofde van de betrokkene, zijn personeel en de personen voor wie hij moet instaan, verboden langer dan noodzakelijk (vooral 's nachts dient dit strikt te worden geïnterpreteerd) werktuigen (hamers, koevoeten, ladders,...) die een inbraak kunnen vergemakkelijken eenvoudig bereikbaar achter te laten in de nabije omgeving van de gebouwen (ook opritten, voetpaden) en in de (eigen) tuinen, op andere (eigen) terreinen en in eenvoudig toegankelijke aanhorigheden (tuinhuizen, garages zonder degelijke afsluiting,...). Dit geldt uiteraard niet in het gebouw zelf.

17° (C-D-E)

De afsluiting van opslagruimtes voor vuurwapens van de klassen C en D dient te gebeuren met slotvaste deuren uit metaal of uit een ander materiaal van vergelijkbare sterkte, voorzien van minstens een driepuntssluiting die voldoet aan het 1°.

Bovendien moeten het kader en de scharnieren van die deuren van vergelijkbare sterkte zijn, en moeten de wanden van die ruimten bestaan uit metselwerk of beton bestand tegen inbraak of een ander materiaal van vergelijkbare sterkte. Het voldoen aan deze vereisten kan worden bewezen d.m.v. een attest afgeleverd door de aannemer voor nieuwe constructies, en d.m.v. een verklaring van de betrokkene en een oordeel op zicht voor de bestaande.

18° (E)

De toegang tot de ruimten die niet toegankelijk zijn voor het publiek moet gecontroleerd worden en elke beweging (binnentreden en verlaten) ervan moet worden geregistreerd (manueel of elektronisch, bijvoorbeeld met individuele fiches of badges).

19° (E2)

Le bâtiment et ses abords immédiats (terrains, voies d'accès privées, voie publique longeant le bâtiment) doivent être contrôlés de manière permanente par des personnes (équipées ou non d'un matériel électronique) appartenant à une entreprise de gardiennage agréée ou à un service interne de gardiennage.

Un système de détection de métaux doit être installé et mis en service à tout point d'accès réservé aux personnes afin d'empêcher l'entrée ou la sortie non contrôlée d'armes, de munitions ou de pièces détachées.

20° (G)

L'intéressé doit conserver toutes les armes à feu visées par les classes C et D dans des locaux :

- dont les accès sont conformes au 11° et équipés de verrouillages conformes au 1° (seuls ces accès doivent être équipés de ce type de verrouillages);

- dont les fenêtres au rez-de-chaussée sont conformes au 9°;

- équipés d'un système d'alarme conforme au 15° sans le raccordement qui y est visé. Ce système doit être activé pendant les heures d'absence et la nuit (dans ce cas, la nuit correspond à la période de repos nocturne).

4.3 Réglementation particulière pour les sites industriels de plus grande taille

Les mesures visées aux 13°, 15°, 17°, 18° et 19° ne s'appliquent pas aux bâtiments situés à l'intérieur d'un périmètre protégé (enceinte), pour autant que les conditions décrites à la fin de l'annexe soient remplies. Toutefois, cette exception ne s'applique pas aux bâtiments qui font partie intégrante de l'enceinte même et donc de la limite.

- l'enceinte consiste en une clôture dissuasive d'une hauteur minimale de 3 mètres; cette hauteur peut être limitée à 2,5 mètres si la clôture fait l'objet d'une surveillance électronique (caméras, détecteurs);

- l'accès à la zone située à l'intérieur de l'enceinte doit être strictement contrôlé et limité aux personnes dûment autorisées. Ce contrôle inclut l'enregistrement (manuel ou électronique) de tous les mouvements (allées et venues) et l'activation d'un système de détection de métaux;

- les points d'accès précités doivent soit être verrouillés en permanence, soit faire l'objet d'une surveillance constante assurée par une entreprise de gardiennage agréée ou par un service interne de gardiennage, soit faire l'objet de mesures de surveillance équivalentes;

- la zone située à l'intérieur de l'enceinte doit faire l'objet d'un contrôle permanent par une entreprise de gardiennage agréée ou par un service interne de gardiennage;

- les locaux contenant des armes ou des munitions doivent être fermés et verrouillés en permanence en dehors des heures d'activité;

- les fenêtres des lieux de stockage situées à moins de 3 mètres du sol, qu'elles puissent être ouvertes ou non, doivent être munies d'une protection (grille, verre feuilleté) entravant le passage d'une personne (même d'un enfant). Un système d'alarme est insuffisant étant donné qu'il ne sert qu'à la détection et qu'il ne constitue pas de véritable obstacle rendant l'accès impossible;

- les lieux de stockage doivent être placés sous la protection d'un système électronique d'alarme activé et raccordé à une centrale 101 ou à la centrale d'alarme d'une entreprise de gardiennage agréée comme visé plus haut;

- les bâtiments où sont fabriquées ou stockées des armes et des munitions doivent être dotés d'un éclairage périphérique (couvrant l'entièreté du périmètre) d'une puissance moyenne d'au moins 20 lux au niveau du sol. La nuit (du coucher au lever du soleil), l'éclairage doit être soit permanent, soit activé par un système de détection infrarouge passif ainsi que par le système d'alarme visé au tiret précédent. De plus, les lampes doivent être protégées contre des détériorations par un des matériaux antichoc visés au 13°.

Il convient d'interpréter ces conditions particulières par analogie avec ce qui précède.

5. PROCEDURES EN MATIERE DE DEMANDE ET DE CONTROLE

5.1 Nouvelles demandes et modifications (art. 6 A.R.)

L'autorité compétente qui reçoit une demande d'agrément (ou d'autorisation relative à un dépôt) examine cette demande selon la procédure décrite dans le volet administratif de la présente circulaire.

S'il s'avère qu'une décision positive peut être prise en faveur de l'intéressé, l'autorité compétente l'en informera par pli recommandé et l'invitera à prendre les mesures de sécurité applicables à l'activité qu'il souhaite exercer. La lettre doit au moins faire référence au texte de l'A.R. ainsi qu'à la présente circulaire et doit également mentionner la(les) classe(s) à laquelle/auxquelles l'activité appartient, selon le type

19° (E2)

Het gebouw en zijn directe omgeving (terreinen, private toegangswegen, openbare weg grenzend aan het gebouw) moeten permanent worden gecontroleerd (bemand, al dan niet met elektronische hulpmiddelen) door een vergunde bewakingsonderneming of interne bewakingsdienst.

Daarnaast dient er bij elk toegangspunt voor personen een actief metaaldetectiesysteem te worden geplaatst om het ongecontroleerd binnen- of buitensmokkelen van wapens, munitie of onderdelen daarvan tegen te gaan.

20° (G)

De betrokkene dient alle vuurwapens van de klassen C en D te bewaren in lokalen :

- waarvan de toegangen voldoen aan het 11° en zijn uitgerust met sloten die voldoen aan het 1° (alleen daar zijn die sloten vereist);

- waarvan de ramen op de gelijkvloerse verdieping gelegen, moeten worden beschermd overeenkomstig het 9°;

- uitgerust met een alarmsysteem overeenkomstig het 15°, zonder dat dit evenwel moet worden aangesloten zoals aldaar beschreven. Dit systeem moet worden gewapend gedurende de tijd van afwezigheid en 's nachts (in dit geval te interpreteren als de periode van nachtrust).

4.3 Bijzondere regeling voor grotere industriële sites

De maatregelen bedoeld in het 13°, 15°, 17°, 18° en 19° zijn niet van toepassing op gebouwen die zich bevinden binnen een beschermde perimeter (omheining), voor zover wordt voldaan aan de op het einde van de bijlage beschreven voorwaarden. Gebouwen die echter zelf deel uitmaken van die perimeter doordat ze een gedeelte van de begrenzing vormen, genieten niet van deze uitzondering.

- de omheining moet bestaan uit een afsluiting van minstens 3 meter hoogte teneinde eventuele indringers af te schrikken, doch deze hoogte mag tot 2,5 meter worden verminderd indien de omheining elektronisch (camera's, sensoren) wordt bewaakt;

- de toegang tot de omheinde zone moet strikt worden gecontroleerd en beperkt tot behoorlijk toegelaten personen. Die controle dient eveneens de registratie (manueel of elektronisch) van alle bewegingen (binnentreden en verlaten), en een actief metaaldetectiesysteem te omvatten;

- de voormelde toegangspunten moeten ofwel permanent zijn vergrendeld, ofwel permanent worden bewaakt door een vergunde bewakingsonderneming of interne bewakingsdienst, ofwel op een gelijkwaardige wijze worden bewaakt;

- de omheinde zone moet permanent worden gecontroleerd door een vergunde bewakingsonderneming of interne bewakingsdienst;

- de lokalen waar wapens of munitie zijn ondergebracht dienen buiten de activiteitsuren permanent te worden vergrendeld;

- de ramen van de opslagruimtes waarvan de onderzijde zich op minder dan 3 meter van de grond bevindt, ongeacht of ze kunnen worden geopend, moeten worden voorzien van een bescherming (tralijs, gelaagd glas) die belet dat iemand (zelfs een kind) er zich doorheen begeeft. Een alarmsysteem zal bijgevolg onvoldoende zijn, daar dit slechts detecteert zonder de eigenlijke doorgang onmogelijk te maken;

- de opslagruimtes moeten worden beschermd door een buiten de activiteitsuren gewapend elektronisch alarmsysteem aangesloten op een 101-centrale of de alarmcentrale van een vergunde bewakingsonderneming zoals hoger beschreven;

- de gebouwen waar wapens of munitie worden vervaardigd of opgeslagen moeten worden voorzien van een perifere verlichting (de volledige buitenomtrek), die gemiddeld minstens 20 lux uitstraalt op het niveau van de grond. Die verlichting dient 's nachts (van zonsopgang tot zonsopgang) ofwel permanent te branden, ofwel te worden geactiveerd d.m.v. passieve infrarood-detectie én van het alarmsysteem hierboven bedoeld. Bovendien moeten de lampen tegen beschadiging worden beschermd met een schokbestendig materiaal zoals bepaald in het 13°.

De betekenis van deze bijzondere voorwaarden dient te worden geïnterpreteerd naar analogie met het voorgaande.

5 AANVRAAG- EN CONTROLEPROCEDURES

5.1 Nieuwe aanvragen en wijzigingen (art. 6 K.B.)

De bevoegde overheid die een aanvraag om een erkenning (of vergunning voor een opslagplaats) ontvangt, onderzoekt ze volgens de procedure beschreven in het administratief luik van deze omzendbrief.

Wanneer een voor de betrokkene positieve beslissing mogelijk blijkt, zal de overheid hem daarvan bij aangetekend schrijven in kennis stellen en hem uitnodigen de op zijn gewenste activiteit toepasselijke veiligheidsmaatregelen te nemen. Er dient in de brief minstens te worden verwezen naar de tekst van het K.B. en onderhavige omzendbrief, evenals de vermelding van de klasse(n) tot dewelke de activiteit zou

d'armes (par exemple, l'activité de la personne qui introduit une demande pour le commerce d'armes de défense peut être rangée dans les classes B ou C).

L'agrément ou l'autorisation concernés ne sont délivrés qu'à la condition que le demandeur apporte la preuve du fait que les mesures de sécurité imposées ont effectivement été prises. A cet égard, le demandeur est tenu de demander qu'un contrôle soit effectué; si le contrôle s'avère positif, il doit faire parvenir une(des) attestation(s) à l'autorité compétente. Ce n'est qu'après que la ou les attestations ont été versées au dossier que le document est délivré.

Cette procédure a pour but d'empêcher qu'une personne n'investisse dans des mesures de sécurité et apprenne par la suite qu'elle n'entre pas en ligne de compte pour un agrément ou une autorisation.

Les demandes de modification des agréments et des autorisations existantes sont également soumises à cette procédure lorsqu'elles ont trait à une extension des activités (Cf. le volet administratif).

5.2 Contrôle portant sur le respect des mesures de sécurité (art. 7 A.R.)

5.2.1 Compétence

En application de l'article 24 de la loi sur les armes, les autorités citées dans cet article (services de police, le banc d'épreuves,...) conservent leur compétence générale pour exercer des contrôles portant sur le respect des dispositions de la loi sur les armes et de ses arrêtés d'exécution, y compris le présent A.R.

Etant donné que dans le cadre du présent A.R., des contrôles très spécialisés et avancés sur le plan technique doivent avoir lieu, les contrôles imposés par l'A.R. même seront effectués par un service (autre qu'un organisme privé, mais par des spécialistes d'une équipe de prévention d'un service de police par exemple) mentionné dans une liste que le gouverneur établit pour sa province et qu'il publie annuellement au *Mémorial administratif provincial*.

5.2.2 Procédure

Des contrôles peuvent être réalisés à la demande du Ministre de la Justice ou du gouverneur, à la suite d'une demande d'agrément ou d'autorisation en examen, à la suite d'une demande introduite par l'intéressé de procéder à pareils contrôles (par exemple, après qu'il a satisfait à l'invitation visée au 5.1 ou après avoir étendu l'activité dans le cadre de l'agrément ou de l'autorisation) ou à la suite d'un rapport rédigé par un des services disposant d'une compétence générale en matière de contrôle, visés à l'article 24 de la loi sur les armes.

Les contrôles sont effectués une fois tous les 3 ans à compter du premier contrôle conformément au 5.1 et chaque fois qu'il y a lieu d'y procéder à la suite d'une extension de l'activité ou d'un rapport établi par l'un des services compétents. Ces contrôles sont effectués sans frais.

Etant donné que ces contrôles peuvent avoir une incidence déterminante sur la situation économique de l'intéressé, ils doivent être effectués de manière contradictoire. Cela implique que l'intéressé ou son mandataire doit être présent lors du contrôle et être entendu sur tous les éléments du contrôle. Il doit avoir la possibilité d'apporter les pièces à l'appui et de demander aux fournisseurs de lui fournir les attestations éventuellement manquantes afin de pouvoir, si nécessaire, les communiquer à l'autorité compétente pour compléter le dossier.

En cas de contestation quant à la conformité d'une mesure de sécurité qui a été prise, une description précise de la situation ainsi que les remarques de l'intéressé doivent être consignées dans le rapport de contrôle. Le Ministre de la Justice ou le gouverneur statuera de manière définitive à ce sujet.

Si le service de contrôle constate que l'ensemble ou une partie des mesures de sécurité requises ne sont pas prises, il en informe le gouverneur (ou le Ministre). Celui-ci met en demeure l'intéressé, par lettre recommandée, de prendre les mesures de sécurité nécessaires (supplémentaires) dans un délai raisonnable qu'il détermine, mais qui ne peut excéder 4 mois. A l'expiration de ce délai, un nouveau contrôle est automatiquement effectué : à cet effet, l'autorité informe directement le service de contrôle de la date d'expiration du délai qui a été fixé.

Lorsque le gouverneur (ou le Ministre) constate sur la base de ce nouveau contrôle que l'ensemble ou une partie des mesures de sécurité prescrites ne sont pas prises, il refusera l'agrément ou l'autorisation demandée ou, selon le cas, suspendra ou retirera l'agrément ou l'autorisation conformément aux dispositions de la loi sur les armes (voir le volet administratif).

6. DISPOSITION TRANSITOIRE (art. 9 A.R.)

L'intéressé titulaire, à la date du 16 mai 1997, d'un agrément ou d'une autorisation visés dans le présent A.R., dispose d'un délai d'un an pour prendre les mesures de sécurité requises pour son activité. Au plus tard le 15 mai 1998, l'intéressé doit en informer le gouverneur par écrit et lui demander qu'il soit procédé à un contrôle. Il s'agit du premier contrôle visé au point 5.2.2. Si l'intéressé néglige de le faire, le gouverneur suspendra l'agrément ou l'autorisation d'office jusqu'à ce que l'intéressé applique la présente disposition. Si la suspension est toujours en vigueur au 15 novembre 1998, l'agrément ou l'autorisation doivent être

kunnen behoren, afhankelijk van de aanwezige wapentypes (bijvoorbeeld, wie een aanvraag doet voor de handel in verweerwapens kan in de klassen B of C terecht komen).

De afgifte van de erkenning of vergunning zal pas gebeuren op voorwaarde dat de betrokkene het bewijs levert dat de voorgeschreven maatregelen daadwerkelijk zijn genomen. Daartoe dient hij om een controle te verzoeken; indien de bevindingen gunstig zijn moet hij (een) attest(en) (doen) toesturen aan de overheid. Pas als het dossier hiërmeec is vervolledigd kan de uitreiking van het document plaatsvinden.

Deze procedure heeft tot doel te vermijden dat iemand op voorhand investeringen doet voor de veiligheid, om nadien te vernemen dat hij niet voor erkenning in aanmerking komt.

Ook de aanvragen om wijziging van bestaande erkenningen en vergunningen zijn aan deze procedure onderworpen, indien ze betrekking hebben op een uitbreiding van de activiteiten (zie ook het administratief luik).

5.2 Controle op de naleving van de veiligheidsvoorwaarden (art. 7 K.B.)

5.2.1 Bevoegdheid

In toepassing van art. 24 van de wapenwet behouden de aldaar opgesomde overheden (politiediensten, Proefbank,...) hun algemene bevoegdheid om steeds tot controles op de naleving van de bepalingen van de wapenwet en haar uitvoeringsbesluiten, dus ook het besproken K.B., over te gaan.

Aangezien in het hier besproken kader echter zeer technische en gespecialiseerde controles moeten gebeuren, zullen de door het K.B. zelf voorgeschreven controles worden uitgevoerd door een dienst (geen privaat organisme, wel bijvoorbeeld specialisten van een preventieteam van een politiedienst) die is opgenomen in een lijst die de gouverneur voor zijn provincie opstelt en jaarlijks bekendmaakt in het *Provinciaal Bestuursmemoriaal*.

5.2.2 Procedure

Controles kunnen worden gevraagd door de Minister van Justitie en door gouverneur, naar aanleiding van een lopende aanvraag om een erkenning of vergunning, naar aanleiding van een verzoek hiertoe van de betrokkene (bijvoorbeeld nadat hij heeft voldaan aan de in punt 5.1 bedoelde uitnodiging of nadat de activiteit werd uitgebreid binnen het kader van de erkenning of vergunning) of naar aanleiding van een verslag opgesteld door één van de diensten met de algemene controlebevoegdheid vermeld in art. 24 van de wapenwet.

De controles vinden steeds plaats om de 3 jaar na de eerste controle krachtens punt 5.1, en bovendien telkens als er aanleiding toe bestaat op grond van een uitbreiding van de activiteit of van een verslag van één van de bevoegde diensten. Ze worden kosteloos uitgevoerd.

Aangezien de controles een beslissende invloed kunnen uitoefenen op de economische toestand van de betrokkene, dienen ze op tegensprekelijke wijze te verlopen. Dit betekent dat de betrokkene of een daartoe door hem gemachtigd persoon moet aanwezig zijn bij de controle en voor alle elementen van de controle moet worden gehoord. Hij moet de kans krijgen de nodige bewijsstukken voor te leggen en eventueel ontbrekende attesten op te vragen bij leveranciers om deze desnoods na te sturen ter vervollediging van het dossier.

Bij betwisting over de conformiteit van een genomen veiligheidsmaatregel dient de situatie duidelijk te worden beschreven in het controleverslag, samen met de opmerkingen van de betrokkene. De Minister van Justitie of de gouverneur zullen hierover definitief beslissen.

Indien de controlerende dienst vaststelt dat de vereiste veiligheidsmaatregelen niet of niet allemaal zijn genomen, licht hij de gouverneur (of de Minister) hierover in. Die zal de betrokkene bij aangetekend schrijven aanmanen de nodige (bijkomende) maatregelen te nemen binnen een redelijke termijn die hij bepaalt, maar die de 4 maanden niet mag overschrijden. Bij het verstrijken van die termijn wordt automatisch een nieuwe controle uitgevoerd : daartoe meldt de overheid onmiddellijk de vastgelegde vervaldatum aan de controledienst.

Wanneer de gouverneur (of de Minister) op basis van die nieuwe controle vaststelt dat de voorgeschreven veiligheidsmaatregelen niet (volledig) zijn genomen, zal hij naar gelang van het geval de gevraagde erkenning of vergunning weigeren, dan wel de bestaande erkenning of vergunning schorsen of intrekken overeenkomstig de bepalingen van de wapenwet (zie het administratief luik).

6 OVERGANGSMAATREGEL (art. 9 K.B.)

De betrokkene die op 16 mei 1997 reeds houder is van een erkenning of vergunning bedoeld in het K.B., beschikt over een termijn van één jaar om te voldoen aan de op zijn activiteit toepasselijke veiligheidsvoorwaarden. Ten laatste op 15 mei 1998 moet de betrokkene de gouverneur hiervan schriftelijk in kennis stellen en verzoeken dat de gouverneur een controle gelast. Die controle geldt dan als de eerste controle bedoeld in punt 5.2.2. Indien de betrokkene dit nalaat, zal de gouverneur de erkenning of vergunning ambtshalve schorsen tot op het ogenblik dat de betrokkene deze bepaling alsnog naleeft. In geval

retirés d'office.

Cependant, pour les mesures prévues aux 3° à 6° ainsi qu'au 12° et au 16°, qui ne nécessitent pas d'investissement ou de travaux de transformation particuliers, un délai plus court de deux mois est prévu, à l'issue duquel il n'est pas nécessaire de demander un contrôle. Ce contrôle n'est prévu qu'à partir du moment où toutes les mesures auront dû être prises. Les services visés à l'article 24 de la loi sur les armes pourront toutefois constater à partir du 16 juillet 1997 que ces mesures n'ont pas été prises. Il s'agit d'ailleurs du minimum de précautions qui auraient déjà du être prises depuis le début même des activités dans le but de prévenir des vols trop simples.

Le Ministre de la Justice,
S. De Clerck.

de schorsing nog geldt op 15 november 1998, moet de erkenning of vergunning ambtshalve worden ingetrokken.

Voor de maatregelen 3° tot en met 6°, 12° en 16°, die geen bijzondere investeringen en veranderingswerken noodzakelijk maken, geldt evenwel een kortere termijn van twee maanden. Hierna dient niet te worden verzocht om een controle, die pas vereist is van zodra alle maatregelen (moeten) zijn genomen. Toch kunnen de diensten opgesomd in art. 24 van de wapenwet vanaf 16 juli 1997 vaststellen dat deze maatregelen niet zijn genomen. Het betreft hier immers minimale voorzorgen die eigenlijk altijd al aanwezig hadden moeten zijn om al te eenvoudige diefstallen tegen te gaan.

De Minister van Justitie,
S. De Clerck.

Ordre judiciaire

Publication des places vacantes :

- vice-président au tribunal de première instance d'Eupen : 1;
- juge au tribunal de première instance d'Anvers : 1;
- juge au tribunal de commerce de Namur : 1;
- substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Furnes : 1.

Les candidatures à une nomination dans l'Ordre judiciaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste à M. le Ministre de la Justice, Administration de l'Ordre judiciaire, Service du Personnel, 3/P/O.J. I., boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles, dans un délai de deux mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire).

Une lettre séparée doit être adressée pour chaque candidature;

- employé :
 - au greffe :
 - du tribunal de commerce d'Anvers : 1;
 - de la justice de paix du premier canton de Gand : 1;
 - au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bruxelles : 2.

Les candidats sont priés d'adresser leur demande par lettre recommandée à la poste à M. le Ministre de la Justice, Administration de l'Ordre judiciaire, Service du Personnel 3/P/O.J. II, boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles, dans un délai d'un mois à partir de la publication du présent avis.

Les candidats sont priés de joindre une copie de l'attestation de réussite de l'examen organisé par le Ministre de la Justice pour les greffes et les parquets des cours et tribunaux et ce pour l'emploi qu'ils postulent.

Notariat

Publication d'une place vacante :

- notaire à la résidence de Lo (Lo-Reninge) : 1.

Les candidatures à une nomination de notaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste à M. le Ministre de la Justice, Administration de l'Ordre judiciaire, Service du Personnel, 3/P/O.J. I., boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles, dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge*.

Une lettre séparée doit être adressée pour chaque candidature.

Rechterlijke Orde

Bekendmaking van de openstaande plaatsen :

- ondervoorzitter in de rechtbank van eerste aanleg te Eupen : 1;
- rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen : 1;
- rechter in de rechtbank van koophandel te Namen : 1;
- substituut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Veurne : 1.

De candidaturen voor een benoeming in de Rechterlijke Orde moeten bij een ter post aangetekend schrijven worden gericht aan de heer Minister van Justitie, Bestuur Rechterlijke Orde, Dienst Personeelszaken, 3/P/R.O. I., Waterloolaan 115, 1000 Brussel, binnen een termijn van twee maanden na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek).

Voor elke kandidatuur dient een afzonderlijk schrijven te worden gericht;

- beambte :
 - bij de griffie :
 - van de rechtbank van koophandel te Antwerpen : 1;
 - van het vrederecht van het eerste kanton Gent : 1;
 - bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel : 2.

De kandidaten worden verzocht hun aanvraag te richten bij een ter post aangetekend schrijven aan de heer Minister van Justitie, Bestuur Rechterlijke Orde, Dienst Personeelszaken 3/P/R.O. II, Waterloolaan 115, 1000 Brussel, binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van dit bericht.

De kandidaten dienen een afschrift bij te voegen van het bewijs dat zij geslaagd zijn voor het examen voor de griffies en parketten van hoven en rechtbanken, ingericht door de Minister van Justitie, en dit voor het ambt waarvoor zij kandidaat zijn.

Notariaat

Bekendmaking van een openstaande plaats :

- notaris ter standplaats Lo (Lo-Reninge) : 1.

De candidaturen voor een benoeming tot notaris moeten bij een ter post aangetekend schrijven worden gericht aan de heer Minister van Justitie, Bestuur Rechterlijke Orde, Dienst Personeelszaken, 3/P/R.O. I., Waterloolaan 115, 1000 Brussel, binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad*.

Voor elke kandidatuur dient een afzonderlijk schrijven te worden gericht.